

Faits marquants de la CdP 16 à la CLD : Lundi 9 décembre 2024

La Journée de la science, de la technologie et de l'innovation a donné le coup d'envoi de la deuxième semaine de la 16^e réunion de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CdP 16 à la CLD). La journée a été marquée par des dialogues de haut niveau et des sessions interactives, notamment le lancement du Forum international sur la science, la technologie et l'innovation.

Le deuxième dialogue ouvert avec la société civile a quant à lui abordé l'innovation, les panélistes ayant décrit leurs programmes uniques de lutte contre la dégradation des sols et la sécheresse.

Le Comité d'ensemble (COW) a ouvert les discussions sur la stratégie d'engagement des entreprises et du secteur privé ; le plan de communication de la CLD ; les synergies avec d'autres conventions et les organisations, institutions et agences internationales pertinentes ; la participation des organisations de la société civile (OSC) à la CLD ; et le programme de travail pour la CdP 17.

Le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (CRIC) a organisé une table ronde sur le renforcement des capacités pour poursuivre la mise en œuvre de la Convention.

Le groupe de contact du COW, celui en charge du budget et du le groupe conjoint du CRIC et du Comité sur la science et la technologie (CST), ainsi que le groupe informel sur la sécheresse, se sont également réunis tout au long de la journée.

Séance de dialogue ouvert

La Présidence de la CdP 16 a ouvert le deuxième dialogue ouvert avec la société civile sur le pouvoir et l'impact de la gouvernance foncière dans les communautés du monde entier.

Tarja Halonen, ancienne Présidente de la Finlande et ambassadrice de la CLD aux terres, a souligné l'importance d'inclure tout le monde dans l'élaboration de solutions. Elle a souligné l'importance des connaissances locales, autochtones et traditionnelles et la nécessité d'échanges horizontaux de connaissances.

Conférencière principale : Celeste Drake, Organisation internationale du travail (OIT), a souligné l'importance des dialogues inclusifs pour élaborer des solutions qui comptent et qui durent. Elle a mis en lumière les résultats d'un récent rapport, qui a révélé qu'investir dans des solutions fondées sur la nature peut créer jusqu'à 32 millions de nouveaux emplois d'ici 2030.

Intervenants : Fatou Diouf, de l'ENDA, a parlé de dialogues multipartites et de programmes qui aident les organisations

paysannes locales à développer l'agriculture agroécologique au Sénégal. Elle a souligné l'importance des connaissances autochtones, des solutions adaptées localement et du rôle des jeunes.

Tiffany Marcelle, du Réseau de la jeunesse caribéenne pour l'environnement, Dominique, a souligné l'importance d'autonomiser les jeunes et leur rôle en tant qu'innovateurs dans les solutions de problèmes. Elle a appelé les Parties à se faire porteuses des « leçons profondes » que les savoirs autochtones peuvent apporter en matière de gestion durable des terres (GDT).

Mawe Moube Épse Nzoda, Jeunesse en action pour le développement durable, Cameroun, a expliqué comment les projets de restauration des terres peuvent améliorer les moyens de subsistance des femmes. Elle a détaillé le travail que son organisation accomplit pour soutenir la récolte et l'utilisation durables de produits forestiers écologiques afin d'autonomiser les femmes sur les plans social et économique.

Jiajia Luo, de la China Green Foundation, a décrit comment le projet Million Forest a permis de planter 2,6 millions d'arbres à la frontière des déserts de Tengger et de Badain Jaran en utilisant une approche de financement participatif auprès de jeunes qui font des dons pour l'anniversaire de leur idole musicale. Ces fonds, a-t-elle expliqué, ont ensuite été utilisés pour acheter et planter des arbres, les « idoles » du divertissement ayant ainsi pour but de sensibiliser le public à la lutte contre la désertification et à l'écologisation du désert.

Valentina Kastarakova, du Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique (IPACC) et représentante de la région de l'Altaï, en Russie, a partagé l'expérience des communautés de Sibérie occidentale où les connaissances traditionnelles sont utilisées pour combiner de l'humus de tourbe et de la lignine dans du compost afin de remplacer des engrais coûteux et des herbicides nocifs. Elle a appelé l'Interface Science-Politique (ISP) à intégrer les connaissances autochtones avec leur consentement libre, informé et préalable dans les solutions fondées sur la nature pour restaurer les terres dégradées.

Des intervenant(e)s du public ont exprimé leur reconnaissance aux OSC dans le cadre des processus de la CLD.

La RÉPUBLIQUE DOMINICAINE a appelé à l'établissement d'un mécanisme de coopération internationale entre les Parties, les communautés locales et les OSC. L'UE a déclaré que les OSC « reflètent la vie de ceux qui sont en première ligne » et jouent un rôle essentiel dans la facilitation de l'engagement multipartite. Le délégué a indiqué que les OSC permettent de prendre des décisions scientifiquement solides et socialement et économiquement durables.

Le YÉMEN a salué le dialogue pour avoir abordé l'intersection entre science et politique, et a appelé à un soutien accru au renforcement des capacités et au transfert de connaissances. La CHINE a appelé à l'expansion des industries, telles que le tourisme dans le désert, et à l'augmentation des investissements et des incitations économiques pour restaurer la nature.

La CHINE, la RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, l'ÉQUATEUR et les ÉTATS-UNIS ont exprimé leur soutien à une participation significative et efficace des jeunes à la CLD, car ils constituent « une force motrice d'innovation et d'action pour promouvoir la durabilité environnementale ». L'ÉQUATEUR a mis l'accent sur les parties prenantes publiques et privées dans les processus et dans la mise en œuvre. Le CAMBODGE a salué la coopération de la société civile, des partenaires au développement et des parties prenantes, affirmant que celle-ci permettra d'atteindre les objectifs plus rapidement. Les ÉTATS-UNIS ont déclaré que les OSC améliorent le travail de la Convention et ont exprimé leur déception quant aux débats en cours autour de la participation des OSC.

Le BRÉSIL, le BURUNDI, le KENYA, le MEXIQUE et les ÉTATS-UNIS ont souligné la nécessité d'impliquer les peuples autochtones, les femmes, les jeunes et les personnes en situation de handicap pour lutter contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse (DDTS) et atteindre les objectifs de Neutralité en matière de dégradation des terres (LDN).

Le BRÉSIL, soutenu par le GUATEMALA, a déclaré que la création d'un Caucus des peuples autochtones dans le cadre de la CLD est « une étape importante pour porter la Convention à maturité », similairement aux avancées du Caucus des peuples locaux et des peuples autochtones (LIPP) dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et au nouvel organe subsidiaire permanent chargé de l'Article 8 (j) et d'autres dispositions relatives aux peuples autochtones et aux communautés locales dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique (CDB).

Le HAUT-COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES AUX DROITS HUMAINS (HCDH) a plaidé pour une approche de la CLD fondée sur les droits, appelant à une participation égale, libre et active des personnes dans la société civile, et a appelé à la CdP 16 à intégrer la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) dans ses résultats.

Les panélistes ont répondu en soulignant la nécessité de trouver des synergies et de tirer parti des efforts combinés des ONG et des universités travaillant sur des projets dans les mêmes régions.

Concluant la session, la modératrice Ellen Otaru Okoedion a résumé les principaux messages, appelant les Parties à la CLD : à soutenir les actions menées au niveau local entre les communautés locales, les peuples autochtones, les OSC, les scientifiques, les universités et les décideurs politiques ; à encourager et soutenir la participation effective des peuples autochtones ; à proposer des ateliers de formation et des plateformes de renforcement des capacités ; et à assurer la mobilisation des ressources financières du secteur public par le biais d'incitations fiscales.

Comité d'ensemble

Participation et engagement du secteur privé dans les réunions et processus de la CLD, et stratégie d'engagement des entreprises : Le représentant du Mécanisme mondial (MM) a présenté les documents [ICCD/COP\(16\)/13](#) et le projet de décision [ICCD/COP\(16\)/22](#).

L'UE a déclaré que les recommandations fournies par le MM sont utiles et a exprimé son appréciation pour l'initiative « Business for Land », soulignant l'émergence d'une industrie dynamique de restauration des terres. Le délégué a déclaré que la promotion de l'engagement du secteur privé devrait inclure un renforcement des arguments commerciaux en faveur des initiatives de la CLD et de leur attrait pour le secteur privé, et une démarche d'encouragement pour les entreprises et l'industrie à s'impliquer dans les réunions et les processus de la CLD.

Le Comité a transmis le projet de décision au groupe de contact.

Examen des progrès réalisés dans la mise en œuvre du plan de communication de la Convention : La CLD a présenté les documents ([ICCD/COP\(16\)/3](#), [ICCD/COP\(16\)/22](#)) et a donné un aperçu de la campagne de communication.

L'ÉQUATEUR et l'UE ont souligné que les communications s'appuient sur la science. L'UE s'est félicitée de l'extension à un public plus large, non anglophone. Le Comité a transmis le projet de décision au groupe de contact.

Promotion et renforcement des liens avec d'autres conventions et organisations, institutions et agences internationales compétentes : Le Secrétariat a présenté le document sur ce point ([ICCD/COP\(16\)/CST/4](#)). Dans l'ensemble, les synergies ont bénéficié d'un large soutien.

La CHINE a défendu l'« indépendance des voix » et l'autonomie des Conventions, tandis que la RÉPUBLIQUE DE CORÉE a souligné que les synergies requièrent une communication efficace. La COLOMBIE, le GUATEMALA et l'INDE ont mis l'accent sur la coopération internationale. La COLOMBIE a appelé à une stratégie de financement apte à mobiliser des ressources en faveur des synergies. Le MEXIQUE et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ont mis en exergue les résultats de la IIIe Conférence de Berne sur la coopération entre les conventions relatives à la biodiversité. La RÉPUBLIQUE DOMINICAINE a estimé que les synergies rendent les Conventions de Rio plus adaptables, et l'UE a déclaré que les synergies amélioreraient la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

L'UE et le PNUE ont souligné le rôle des solutions fondées sur la nature, tandis que l'URUGUAY a averti que celles-ci peuvent être positives pour l'atténuation mais négatives pour la NDT. Le PANAMA a attiré l'attention sur l'Engagement pour la nature dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le développement, qui réunit les trois Conventions de Rio.

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO) a souligné le caractère central des systèmes agroalimentaires. Les OSC ont mis l'accent sur les synergies entre les entités des Nations Unies en matière de GDT. ONU FEMMES a souligné l'importance d'une mise en œuvre avec perspective de genre dans l'ensemble des Conventions de Rio. La COLOMBIE, l'ÉQUATEUR, la FAO et ONU FEMMES ont mis en exergue le suivi, l'établissement de rapports et les indicateurs.

Le Comité a transmis le projet de décision au groupe de contact.

Participation et implication des organisations de la société civile aux réunions et aux processus de la Convention : Le Secrétariat a présenté le document sur ce point ([ICCD/COP\(16\)/CST/12](#)).

Le Président du panel des OSC dans le cadre de la CLD, Oyeoussi Charles Balogoun, a souligné le besoin urgent d'une action inclusive et transformatrice de lutte contre la DDTS, qui est cruciale pour parvenir au développement durable et à la résilience des communautés. Il a appelé les Parties à renforcer les politiques tenant compte de l'égalité de genre et à soutenir et faciliter la création d'un Caucus des peuples autochtones afin de renforcer leur participation pleine et effective.

Le BRÉSIL a fait valoir que le moment est venu pour la CLD de permettre aux personnes les plus vulnérables d'influencer la prise de décisions, en mettant en exergue le caucus des peuples autochtones et des communautés locales de la CDB, et sa récente décision établissant un organe subsidiaire permanent sur l'Article 8 (j) et sur d'autres dispositions relatives aux peuples autochtones et aux communautés locales dans le cadre de la CDB. Le GUATEMALA a acquiescé, en faisant valoir que le processus actuel de la CLD néglige les points de vue de ceux qui ont géré les terres de manière durable pendant des générations. La déléguée a indiqué qu'il ne s'agit pas d'une question d'équité, mais de la réalisation même des objectifs de la Convention.

L'UE et le MAROC ont souligné le rôle crucial que jouent les OSC dans la prise de décisions en matière de gestion des terres, le MAROC mettant également l'accent sur les relations et l'échange de connaissances avec les OSC.

Certaines Parties ont exprimé des réserves concernant la participation des OSC. La CHINE et l'ESWATINI ont appelé à la prudence en ce qui concerne les groupes de contact, soulignant que la CLD est un processus intergouvernemental. La MALAISIE a fait valoir que les OSC devraient participer en tant qu'observatrices et ne pas participer aux groupes de contact. Les EAU ont suggéré que la participation des OSC soit limitée à l'échange de connaissances et à la sensibilisation, en soulignant que leur participation doit être assortie de conditions claires.

Le Comité a transmis le projet de décision au groupe de contact.

Programme de travail de la dix-septième session de la Conférence des Parties : La Présidente du COW, Anna Luise, a présenté le projet de décision ([ICCD/COP\(16\)/22](#)) et l'a transmis au groupe de contact pour une discussion plus approfondie.

Les OSC ont appelé : à donner priorité à la gouvernance inclusive ; à promouvoir les synergies entre les conventions ; à étendre les efforts de renforcement des capacités au niveau local ; à adopter des stratégies sensibles au genre ; à élargir la portée de l'ISP ; et à pourvoir aux financements et aux ressources des projets pilotés par les communautés.

Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention

Développement et promotion des activités de renforcement ciblé des capacités pour favoriser la mise en œuvre de la Convention : Le Secrétariat a présenté les documents correspondants à ce point ([ICCD/CRIC\(22\)/6-ICCD/COP\(22\)/CST/7](#) et [ICCD/CRIC\(16\)/8](#)).

Le Président du CRIC, Mirko Knežević, a invité les panélistes à présenter les stratégies de renforcement des capacités de leurs organisations. Tatenda Lemann, Panorama mondial des approches et technologies de conservation (WOCAT) au Centre pour le développement et l'environnement (CDE) de l'Université de Berne, a mis l'accent sur les stratégies clés pour un renforcement efficace des capacités en matière de GDT et de NDT, notamment : aligner les efforts entre les programmes et les initiatives pour

maximiser l'impact et éviter les doublons ; et renforcer les capacités par des défis pratiques et concrets aux niveaux local et national.

Patrice Burger, du Centre d'actions et de réalisations internationales (CARI), a souligné la nécessité de renforcer les capacités à tous les niveaux, et a déclaré qu'il était crucial de remédier aux complexités et aux malentendus concernant la terminologie de la DDTS par le biais d'ateliers et de sessions de formation. Il a exprimé des doutes quant à la réalisation des objectifs de la Convention sans de sérieux efforts de renforcement des capacités.

Khalid Cherki, Ministère de l'agriculture, de la pêche maritime, du développement rural, des eaux et forêts du Maroc, a décrit le Plan d'action pour le renforcement des capacités en Afrique, qui fournit un guide simple pour les points focaux sur ce que l'on attend d'eux, comment ils et elles devraient mobiliser les membres de la communauté et comment transmettre leurs messages, en particulier en ce qui concerne le secteur public ou les membres des communautés locales.

Helene Gichenje, chercheuse scientifique en début de carrière à l'ISP, a évoqué les approches coordonnées, réactives et innovantes pour catalyser les efforts de renforcement des capacités dans le cadre de la CLD. Elle s'est focalisée sur la nécessité de soutenir les plateformes d'incubation pour former les jeunes scientifiques et praticiens au sein de l'ISP, et a noté que les défis liés à la culture numérique et à l'infrastructure limitent leur utilité pour certaines parties prenantes.

Ludwig Liagre, de Rio Impact, a rejoint le panel virtuellement pour discuter des programmes conjoints de renforcement des capacités entre les Conventions de Rio. Il a appelé au renforcement des approches individuelles, institutionnelles et systémiques pour améliorer les synergies entre le climat, la biodiversité et les terres, et a souligné l'importance de la diffusion des connaissances, des programmes de formation et du renforcement de la collaboration entre les processus de planification spécifiques, tels que les objectifs de NDT et les plans d'adaptation nationaux.

L'Équateur, au nom du GROUPE AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES, avec la BOLIVIE et le VENEZUELA, a salué les efforts de renforcement des capacités déployés par le Secrétariat. Le délégué a noté que des lacunes persistent dans les outils de reporting, en particulier concernant la manière de signaler les circonstances nationales et régionales uniques. Il a appelé à une augmentation des investissements dans la formation et le renforcement des capacités des petits États insulaires en développement (PEID), des Pays moins avancés et des Pays à revenu intermédiaire. L'ARGENTINE a encouragé les Parties à « revenir aux origines de la Convention » en se focalisant sur les trois piliers de la DDTS afin de tirer le meilleur parti des « maigres financements dont nous disposons ».

L'UE a reconnu les mesures positives prises pour intégrer l'Objectif de développement durable (ODD) 15 dans le cadre de la Convention à travers la définition des cibles de la NDT, et a appelé à une collaboration permanente à tous les niveaux.

Le LIBÉRIA a exprimé son engagement en faveur d'une approche adaptative et inclusive du développement durable et de la NDT, et pour un alignement de tous les efforts dans la région pour créer des réseaux collaboratifs. Le KAZAKHSTAN a déclaré que pour favoriser un renforcement ciblé des capacités dans le but de garantir la mise en œuvre réussie de la Convention, les

domaines clés à prioriser comprennent l'élaboration d'un plan au niveau national et l'utilisation de cartographies et de systèmes d'information géographique pour soutenir la prévision en matière de sécheresse et d'autres événements météorologiques.

La BOLIVIE et le VENEZUELA ont décrit leurs efforts de renforcement des capacités visant à améliorer la couverture végétale, en affirmant que cela a requis une sensibilisation intensive par le biais de bulletins hebdomadaires sur les feux de forêts. Le BAHREÏN a déclaré que l'établissement de rapports est la pierre angulaire de la transparence, et a appelé au renforcement des capacités à travers l'expansion des outils en ligne qui proposent des cours de formation, et qui sollicitent et traduisent les meilleures pratiques.

La CDB a rappelé la Décision 16.3 relative aux renforcement des capacités, adoptée lors de la CdP 16 à la CDB, à Cali, en affirmant que les centres régionaux sont censés jouer un rôle crucial dans la mise en œuvre de la décision.

Les OSC ont mis l'accent sur le renforcement des capacités en tant que composante fondamentale de la lutte contre la dégradation des terres, à condition qu'il : soutienne le leadership local ; autonomise les communautés locales et « avance main dans la main » avec elles ; intègre les savoirs autochtones et traditionnels ; et assure une participation multipartite.

Le Comité a transmis la décision au groupe de contact.

Groupes de contact

COW : Animé par Asher Nkegbe (Ghana), le groupe de contact s'est réuni de 10h à 14h45. Le groupe informel sur **la sécheresse** a indiqué qu'il progressait sur le projet de décision et qu'il se réunirait à nouveau à 13h pour de nouvelles discussions dans le but de renvoyer un texte clair au groupe de contact.

Au sujet du projet de décision sur **l'amélioration de la mise en œuvre de la Convention et de son Cadre stratégique 2018-2030**, le Secrétariat a proposé de déplacer des paragraphes spécifiques, notamment sur le secteur privé, les OSC, les synergies, le genre, l'ISP, la communication des informations et la mobilisation des ressources, dans la décision pertinente sous l'intitulé de chacun de ces points de l'ordre du jour à des fins de cohérence. Les délégués ont décidé d'étudier la proposition et d'en informer le groupe de contact.

Le groupe de contact est ensuite revenu sur le projet de décision relatif aux **migrations**. Samedi, le préambule et les paragraphes 1 et 2 (a) ont pu être ainsi achevés. Le groupe a terminé une première lecture de la décision et est parvenu à un accord sur quelques paragraphes, mais les discussions se poursuivront lors d'une session ultérieure.

Les Parties ont ensuite repris les négociations sur la décision relative aux **régimes fonciers**. En ce qui concerne le paragraphe sur les régimes fonciers en tant que facteurs permettant une mise en œuvre synergique des Conventions de Rio, le consensus s'est avéré difficile à atteindre. Les discussions ont porté sur la manière appropriée de mettre en évidence et de référencer les synergies des Conventions, sur la question d'inclure ou non une référence à « d'autres conventions », et sur celle de faire mention ou non de la mise en œuvre nationale en particulier. Après de longues discussions, les Parties sont convenues d'« encourager » l'intégration d'un régime foncier sécurisé conformément aux Directives volontaires de la FAO pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. À propos de ce paragraphe, de longues discussions

ont également eu lieu sur la meilleure façon de faire référence aux orientations techniques pertinentes pour les Directives et sur l'opportunité d'inclure des qualificatifs dans le texte.

Le groupe de contact a repris ses travaux dans la soirée avec l'intention d'achever la deuxième lecture de la décision sur le régime foncier, puis de revenir à la décision relative aux migrations.

Groupe conjoint CRIC/CST : Facilité par Alwin Dornelly (Sainte-Lucie), le groupe de contact conjoint a examiné un projet de décision sur l'amélioration des procédures de communication des informations ainsi que sur la qualité et le format des rapports à soumettre à la CdP. Le texte entre crochets a été traité assez rapidement et portait sur : « l'évaluation des ressources financières nécessaires pour lancer une initiative de transformation numérique qui sera annoncée dans le cadre de la CdP » ; et « l'élaboration de normes internationalement reconnues pour les indicateurs de reporting géospatial de la CLD ». Le groupe a décidé de modifier le texte pour simplement « suivre les normes internationales » dans le cadre d'une approche plus générale, car un développement gratuit n'était plus disponible. À partir du paragraphe 8, le rythme s'est ralenti et les discussions se sont poursuivies jusque tard dans la nuit.

Dans les couloirs

À l'aube de cette deuxième semaine de la CdP 16, les participant(e)s des OSC ont eu de nouveau l'occasion de partager leurs expériences et leurs passions lors du deuxième dialogue avec la société civile. De histoires qui sont autant de sources d'inspiration provenant du monde entier ont mis en lumière la véritable valeur de l'investissement dans des activités inclusives de restauration des terres. Ces exemples font la démonstration des pratiques interdépendantes qui répondent à tous les objectifs des Conventions de Rio.

Les exemples d'approches innovantes n'ont pas déçu. L'un de ces exemples génère 2,5 millions de dollars pour la plantation d'arbres en posant une question très simple : « Voulez-vous offrir un cadeau d'anniversaire sympa à votre idole de la pop ? » Les jeunes ont utilisé l'industrie du divertissement musical en Asie pour créer ce modèle de financement unique et efficace pour l'action environnementale. Un délégué inspiré a qualifié cela de « stratégie gagnant-gagnant totale » et a noté que non seulement cela avait permis de lever des fonds importants, mais aussi d'accroître la visibilité des communautés qui vivent au bord d'un désert qui « se rapproche sans cesse ». Cette présentation et d'autres ont mis en lumière les raisons pour lesquelles les dialogues avec les OSC sont vraiment essentiels, car ils rappellent aux délégations pourquoi les solutions portées par des jeunes, des femmes, des peuples autochtones et la société civile locale peuvent être transformatrices. Certain(e)s participant(e)s ont toutefois exprimé leur déception du fait qu'il n'y ait pas eu davantage de Parties dans la salle pour partager cette expérience.

Dans l'après-midi, la discussion du COW sur l'engagement de la société civile a pris un ton différent. Certains délégués ont soutenu le renforcement de la participation des OSC et des jeunes, ainsi que la création d'un Caucus des peuples autochtones. Mais beaucoup ont déclaré qu'en tant qu'« observatrices », les OSC « ne devraient pas participer au 'travail' des groupes de contact ». À l'extérieur de la salle de conférence, certain(e)s participant(e)s ont demandé : « Si les deux autres conventions de Rio accueillent des observateurs de la société civile dans leurs groupes de contact, pourquoi pas la CLD ? »